

RWANDA : « 6 millions de morts en RDC ? Extravagant ! » selon Aldo Ayello

François Molyneux

Afrikarabia, 12 décembre 2010

Les 9 et 10 décembre derniers se tenaient à Kigali une conférence internationale sur le génocide au Rwanda. Deux jours de travaux qui ont regroupé des chercheurs, des hommes politiques, des diplomates et des écrivains. Parmi eux, le diplomate italien Aldo Ayello, pour qui « l'extravagance du chiffre de 6 millions de morts au Congo devrait suffire à discréditer l'ensemble du pré-rapport « mapping » de l'ONU ». Voici son interview réalisée à Kigali pour Afrikarabia.

Entre 1992 et 1994, le diplomate italien Aldo Ayello a été envoyé par les Nations Unies au Mozambique pour ramener la paix. Puis jusqu'en 2007 il a représenté l'Union européenne en Afrique centrale pour rapprocher les belligérants. Réputé excellent connaisseur de la région des Grands lacs, il porte un regard sévère sur le pré-rapport « mapping » du Haut-commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU sur les allégations de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, voire de « génocide » commis en République démocratique du Congo (ex-Zaïre) et dont la responsabilité incomberait essentiellement à l'Armée patriotique rwandaise. Quant au chiffre de 6 millions de victimes, il le qualifie de « tout simplement extravagant ».

Monsieur Aldo Ayello, vous vous trouvez en ce moment au Rwanda pour participer à un colloque organisé par la Commission nationale contre le génocide au sujet du « Mapping report » de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU sur des allégations de crimes de guerre, voire de génocide au Congo entre 1996 et 1998. Ce rapport a fait grand bruit. Qu'en pensez-vous ?

Aldo AYELLO : – J'ai passé 15 ans en Afrique dont Tanzanie dans la région des Grands Lacs, j'en ai donc une expérience directe et je connais bien le contexte sur lequel le rapport de la commission de l'ONU fait une curieuse impasse. La sortie de ce rapport m'a profondément étonné. Pour ce que j'en ai lu, il contient beaucoup de contradictions et d'incohérences. Mais le pire est à mon avis la véritable amnésie qui semble toucher les auteurs du rapport sur le contexte des événements qu'ils prétendent décrire et analyser. Et le chiffre extravagant de victimes.

Que voulez-vous dire en parlant du contexte ?

Aldo AYELLO : – Il s’agit de la définition même du supposé « mapping ». Pour comprendre et apprécier les événements qui se sont produits dans la région des Grands Lacs entre 1993 et 2003, il ne suffit pas de se fier à des témoins dont beaucoup semblent apporter des informations de deuxième ou de troisième main, mais aussi de comprendre l’ensemble du conflit, sa genèse, ses raisons profondes. Or le rapport ne le fait pas. Il ne définit pas le cadre, et d’abord le génocide. Je parle du vrai génocide, celui commis en 1994 au Rwanda contre les Tutsi. Le rapport de la commission de l’ONU ignore complètement cet événement décisif. Cette façon de mettre entre parenthèses le génocide des Tutsi et le massacre concomitant des Hutu démocrates empêche de comprendre ce qui s’est passé avant, pendant et après.

Avant ?

Aldo AYELLO : – Il est indispensable de se rappeler que le génocide de 1994 contre les Tutsi a été scientifiquement planifié. Comment les auteurs du rapport peuvent-ils oublier par exemple le témoignage et les télégrammes du général Roméo Dallaire, commandant en 1993 et 1994 la force des Nations unies (MINUAR) au Rwanda ? Les télégrammes étaient on ne peut plus précis, notamment celui du 11 janvier, et pointent la faillite de l’ONU à prévenir le génocide, jusqu’au lâche retrait de l’essentiel des effectifs de la MINUAR. C’est grâce au secrétaire général Boutros Boutros Ghali qu’une présence minimum a permis que la communauté internationale conserve un droit de regard sur ce qui se produisait. Peut-être que cette petite présence a sauvé quelques vies humaines. Peut-être a-t-elle dans certains cas, imposé un minimum de retenue aux auteurs du carnage. Je suis vraiment étonné que les auteurs du rapport fassent l’impasse sur tout ça. Et qu’ils oublient également que l’ONU a ensuite toléré que les camps de réfugiés – qui ont accueilli la population hutu obligée de fuir son pays sous la pression des génocidaires – puissent s’installer à quelques mètres seulement de la frontière du Rwanda. Voilà qu’elle a été l’origine des tragédies qui ont suivi.

Qu’aurait dû faire l’ONU après le génocide et l’exil forcé de millions de Rwandais ?

Aldo AYELLO : – Les règles internationales concernant l’accueil de populations réfugiées sont claires. Notamment, les camps doivent être installés à une grande distance de la frontière du pays quitté pour des raisons évidentes de sécurité. Or l’ONU a toléré que certains camps soient installés à quelques mètres seulement de la frontière du Rwanda. Ces camps étaient encadrés par les mêmes autorités qui venaient de diriger le génocide. L’ONU a toléré que les anciennes Forces armées rwandaises (FAR) puissent s’installer au milieu de ces réfugiés avec leurs

armes et leurs munitions. L'ONU a toléré que les ex-FAR puissent se réorganiser et compléter leurs effectifs dans l'intention clairement affichée d'attaquer le Rwanda pour reprendre le pouvoir et, dans l'intervalle, de déstabiliser les autorités par une série d'incursions armées. Je rappelle que les organisations non-gouvernementales et le Haut-Commissariat aux réfugiés n'avaient pas le contrôle des camps. Qu'elles n'avaient même pas le droit d'y pénétrer pour recenser le chiffre réel de réfugiés. Que les autorités rwandaises en exil trichaient effrontément sur le nombre de réfugiés pour obtenir des stocks d'équipements et de rations alimentaires qu'elles revendaient à la population zaïroise pour se procurer davantage d'armes et de munitions. L'intention déclarée de ces gens était « de continuer le travail qui n'avait pas été terminé », c'est-à-dire de revenir au Rwanda pour parachever l'extermination des Tutsi.

Les auteurs du pré-rapport n'évoquent pas cette situation ?

Aldo AYELLO : – Précisément. J'ai cherché dans le rapport le rappel des causes de la crise que les rapporteurs prétendent expliquer et analyser. Je n'ai pas trouvé un seul paragraphe sérieux sur tout ça, rien sur la responsabilité de la communauté internationale qui a laissé violer ses propres règles en tolérant l'installation à la frontière du Rwanda des forces préparant la reconquête du pays en s'appuyant sur le financement des camps par le détournement massif de l'aide de la communauté internationale, notamment de l'Union européenne. Faut-il rappeler que le financement de cette population forcée à l'exil coûtait un million de dollars par jour, dont la moitié financée par l'Union européenne ? Quelques mois seulement après avoir fui le Rwanda, les ex-FAR avaient reconstitué leur effectif d'environ 50 000 militaires. Elles avaient réussi à transférer au Zaïre l'essentiel de leurs armes lourdes et de leurs véhicules ainsi que la plus grande partie de leurs armes légères. Elles ont racheté le reste aux militaires zaïrois avec l'argent pillé au Rwanda avant leur fuite et l'argent détourné des budgets destinés à l'aide aux réfugiés.

Pour reprendre la guerre perdue en juillet 1994 ?

Aldo AYELLO : – En 1995 et 1996, le Rwanda était soumis à des incursions armées et à des attaques pratiquement quotidiennes. Il ne se passait pas de semaine sans que des rescapés soient assassinés par des commandos venus du Zaïre. Je rappelle que la route stratégique entre Kigali et Gisenyi, à la frontière du Zaïre, était fréquemment minée. L'insécurité était telle qu'on ne pouvait plus l'emprunter la nuit, et le jour, il fallait organiser des cortèges de véhicules, escortés par de puissants effectifs militaires.

Comment les auteurs du pré-rapport ont-ils pu faire l'impasse sur cette situation ?

Aldo AYELLO : – C'est bien le problème. Entre 1994 et 1996, le Rwanda était un pays assiégé, et l'inconséquence, l'incohérence, la lâcheté de la communauté internationale contribuaient très lourdement à cette situation. Les autorités de l'ex-gouvernement « intérimaire » qui avaient préparé puis encadré le génocide voulaient imposer une négociation au gouvernement rwandais pour partager le pouvoir en faisant l'impasse sur l'épouvantable carnage qu'ils avaient provoqué. À cette époque, j'ai rencontré à plusieurs reprises le président du Rwanda Pasteur Bizimungu et le vice-président et ministre de la défense Paul Kagamé. Tous deux se plaignaient amèrement de l'incurie de l'ONU qui laissait se préparer une nouvelle tragédie.

Que disaient-ils précisément ?

Aldo AYELLO : – À plusieurs reprises, Paul Kagamé m'a dit : « Il faut que l'ONU permette aux Rwandais pris en otage par les génocidaires de revenir dans leur pays, sinon nous serons forcés de le faire nous-mêmes. » J'ai rapporté ses paroles à mes interlocuteurs de l'ONU, mais ils n'en ont pas tenu compte. Aucun pays européen n'était prêt à envoyer des militaires dans les camps de réfugiés pour soustraire la population à la terreur de l'encadrement génocidaire. Personne ne voulait s'occuper de rétablir des règles normales en matière d'accueil et d'administration des populations réfugiées. Personne n'était prêt à consacrer des ressources pour déplacer les camps ou pour protéger les Rwandais qui voulaient rentrer dans leur pays et qui était assassinés par les forces génocidaires dès qu'ils en manifestaient l'intention. Je conserve un souvenir précis des demandes des autorités de Kigali, répétées mille fois, de concourir au rétablissement d'une situation normale en matière de réfugiés. Il est étrange que ce problème qui a dominé la scène politique rwandaise pendant les années 1994 à 1996 ait été complètement ignoré par les auteurs du rapport de la commission de l'ONU.

Comment cela est-il possible ?

Aldo AYELLO : – Je me pose la question. Je n'étais pas le seul à qui le président de la République du Rwanda et son vice-président posait le problème. Tous les représentants des gouvernements étrangers qui rencontraient les nouvelles autorités du Rwanda entendaient le même refrain. La question a été la base des négociations de Lusaka. J'entends encore les réponses de certaines autorités gouvernementales occidentales : « Ce serait trop risqué, trop dangereux, trop coûteux ». Comment pouvaient-ils présenter de tels arguments alors que le coût du maintien des camps de réfugiés était d'un million de dollars par jour !

C'était la volonté politique qui manquait ?

Aldo AYELLO : – Exactement. L'opération aurait incombé à des militaires des pays développés qui ne voulaient pas s'engager. J'entends encore Paul Kagamé, qui était alors vice-président de la république me dire : « Si les occidentaux ne veulent pas rétablir l'ordre dans les camps, empêcher les ex-FAR de préparer une attaque armée générale contre le Rwanda et faciliter le retour des réfugiés, alors nous serons obligés de le faire nous-mêmes. » J'ai relayé ces propos aux responsables de l'Union européenne, à des hauts responsables des États-Unis, à toute une série de membres de la communauté internationale. Je me suis heurté à une fin de non-recevoir.

Considérez-vous que l'attaque menée par l'armée patriotique rwandaise et les troupes de Kabila à la fin de 1996 constituait un acte de légitime défense ?

Aldo AYELLO : – Appelons les choses par leur nom. L'accueil complaisant par les autorités du Zaïre des responsables du génocide, l'autorisation qu'il aura été donnée de reconstituer une force armée considérable, à se fournir en armes et munitions, la tolérance dont ils ont bénéficié pour terroriser les camps de réfugiés, et enfin la préparation d'une attaque générale contre le Rwanda qui était prévue au tout début 1997, tout ceci a entraîné un acte de légitime défense des autorités du Rwanda.

Car si l'armée patriotique rwandaise n'avait pas attaqué fin 1996, peut-être qu'elle n'aurait pas résisté à l'invasion armée massive qui était programmée par les ex-FAR quelques semaines plus tard, et le génocide aurait été parachevé.

Que pensez-vous des observations du rapport de l'ONU qui laisse entendre que des actes de génocide contre les Hutu auraient été commis au Zaïre par l'APR et les forces de Kabila ?

Aldo AYELLO : – Parler de génocide commis au Zaïre contre les réfugiés rwandais demande beaucoup d'imagination et de fantaisie. Je vous renvoie à l'article 6 du traité de Rome, ce qu'on appelle la convention sur le génocide. Il s'agit « d'actes commis dans l'intention de détruire en totalité ou en partie un groupe national, ethnique, religieux, etc. ». À la suite de l'attaque du Zaïre fin 1996, les autorités rwandaises ont créé un couloir humanitaire qui a permis de rapatrier au Rwanda des millions de personnes libérées de l'étreinte de la terreur dans les camps. Ces gens n'ont pas été exterminés, mais bien au contraire protégés. Il s'agissait encore une fois d'un acte de légitime défense de la part d'un pays assiégé et en faveur de millions de réfugiés soumis à la propagande qui avait conduit au génocide, et dont la plupart se félicitaient de pouvoir rentrer dans leur propre pays sous la protection de l'APR.

Mais d'autres réfugiés se sont enfuis... ?

Aldo AYELLO : – Je n'ignore pas que des centaines de milliers de réfugiés ont été repoussés plus profondément dans le territoire zaïrois sous l'effet de la panique ou sous la contrainte des militaires des ex-FAR qui s'en servait comme d'un bouclier humain. Dans la plupart des cas, même lorsque ces réfugiés avaient parcouru à pied des centaines de kilomètres à l'intérieur du Zaïre jusqu'à Tingi=Tingi ou Kisangani, ils ont pu être ramenés au Rwanda. Dans d'autres cas, il y a eu des pertes humaines, notamment lorsque ces réfugiés ont été utilisés comme boucliers humains par les ex-FAR et les forces armées zaïroises qui leur apportaient leur concours pour tenter d'éviter la défaite. Que des dizaines de milliers de réfugiés aient perdu la vie dans ces terribles circonstances, du fait que des combats, de la maladie, de l'épuisement, voire de « dommages collatéraux », est une évidence. Citer le chiffre de 6 millions de victimes provoquées par l'armée patriotique rwandaise et les autres pays qui ont participé aux opérations militaires dans le Zaïre jusqu'à la chute de Mobutu est tout simplement extravagant et devrait suffire à discréditer l'ensemble du rapport.

Pourquoi ce chiffre qui est répété à l'envie sur la « Toile » ?

Aldo AYELLO : – Il ne repose sur rien de concret. On voit bien l'effet de propagande qui est recherché. Il s'agit d'atteindre un chiffre comparable au nombre des Juifs exterminés par les nazis, pour attirer l'attention de l'opinion publique internationale, jouer sur le registre de l'émotion, de l'indignation, de la passion. Ou pire encore, souffler sur les braises de la haine. Encore une fois, tout ceci n'a rien à voir avec la réalité.

Propos recueillis à Kigali par François MOLYNEUX